



Déclaration liminaire lors du CDEN du 15 mars 2013

Ce CDEN se réunit dans un contexte particulier à la fois de mécontentement généralisé de la fonction publique, de crise de confiance avec le gouvernement, et de carte scolaire.

La fonction publique dont les enseignants sont une composante majeure attend mieux du gouvernement que des communications qui les font passer auprès de la population pour des privilégiés ou pour des nantis. Depuis 2000, c'est 13% du pouvoir d'achat que les fonctionnaires ont perdu. Il ne semble pourtant pas que le message ait été entendu.

Le gouvernement a fait par ailleurs de l'école primaire la priorité. Si le SNUipp-FSU a acté le changement dans le discours, le passage des bonnes intentions aux actes se fait attendre. Au fil du temps ce qui devait dessiner les contours d'une politique éducative ambitieuse se réduit à des dispositions qui, loin de convaincre, n'ont fait qu'attiser incompréhension puis colère.

Ainsi, le 12 février a vu dans l'ensemble du pays, un très fort engagement de nos collègues des écoles dans le mouvement de grève à l'appel du SNUipp-FSU. Un mouvement de cette ampleur est suffisamment rare pour ne pas constituer un instrument de mesure de première importance pour les responsables que vous êtes. Vous savez que l'exigence première de cette mobilisation est celle de la concertation, du dialogue, de l'écoute. La profession veut participer à la réussite de la refondation de l'école dans l'intérêt de l'élève ; elle souhaite une réforme des rythmes construite collectivement, bénéfique à tous les élèves et leurs familles, aux enseignants, permettant aux collectivités territoriales de l'assumer quantitativement et qualitativement partout sur le territoire national.

C'est dans ce sens que nous demandons la réécriture du décret « rythmes », que nous demandons aussi le report à la rentrée 2014 de toute modification de l'organisation hebdomadaire de l'école en Charente. Vous savez aussi bien que nous les difficultés insurmontables pour l'organisation du service des enseignants que causerait la « cohabitation » de multiples rythmes hebdomadaires, ainsi que l'accroissement des inégalités territoriales et les problèmes organisationnels pour les parents.

S'il apparaît qu'un grand nombre de communes ait aujourd'hui fait le choix du report malgré parfois les gros yeux de l'administration, il apparaît aussi qu'un certain nombre opterait pour un « démarrage » dès septembre 2013. Dans la plupart de ces dernières, le conseil d'école est tenu à l'écart, comme à Angoulême, Soyaux, Gondeville etc ...

Pour autant nous pensons qu'il est de votre responsabilité de veiller partout à la place et au rôle du conseil d'école. Nous pensons inconcevable que les conseils d'école ne soient pas systématiquement consultés. Nous pensons tout aussi

inconcevable qu'une décision puisse être prise sans l'accord majoritaire, voire très majoritaire du conseil d'école.

Nous vous demandons tout aussi instamment de ne pas donner votre accord à toute décision municipale qui n'aurait pas été précédée de cette consultation dans ses formes réglementaires ou de veiller à ce que cela ait été fait.

Pour la FSU, le pire est sans doute que les débats autour du rythme de la semaine ont occulté les véritables dossiers, de la révision des programmes à la scolarisation des tout-petits, en passant par l'avenir des RASED et le dossier de la direction d'école.

Le SNUipp/FSU ne peut que répéter ce qu'il a dit au CTSD : nous savons que les contraintes budgétaires ne permettent pas tout et partout cependant :

- Nous réaffirmons le caractère bénéfique de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans pour ma réussite de tous.

- Nous revendiquons une baisse importante du nombre d'élèves par classe, la création de postes supplémentaires dans chaque école, pour qu'il y ait plus de maîtres que de classes, des réseaux d'aide complets pour toutes les écoles, des moyens nécessaires en personnels qualifiés pour prendre en charge les élèves en situation de handicap, et non des personnels précaires ne disposant d'aucune formation sérieuse, du temps pour la direction d'école, du personnel sous statut de fonctionnaire pour l'aide à la direction, une véritable formation initiale et continue, des moyens de remplacement renforcés.

Non seulement nous contestons encore les suppressions de postes dans ce département, mais nous considérons qu'il faudrait en créer pour que l'école publique puisse réellement remplir ses missions.

Dans le second degré, la dotation départementale identique à celle de l'an passé, la baisse des effectifs et l'abaissement des seuils dans les collèges, ont dans un premier temps suscité des espoirs. Malgré une volonté politique positive affirmée par le recteur, priorité pour le rural, l'intérêt des élèves les plus défavorisés, les moyens alloués ne sont pas suffisants pour assurer un service public de qualité. Nous avons, depuis plusieurs années, déploré le poids des HSA qui alourdit la tâche des enseignants et réduit de fait le temps que chacun consacre à ses classes et à ses élèves. Il reste bien trop élevé pour la rentrée 2013. Rien n'est fait non plus pour remédier à l'insuffisance des moyens de remplacement. On assiste encore à la suppression de postes vacants et à des mesures de cartes scolaires. Les postes partagés sont toujours aussi nombreux. Des précaires seront encore affectés à temps partiel non choisi même s'ils bénéficient d'un CDI. La politique des postes bloqués pour en faire des supports stagiaires (toujours à 15h) n'est pas réellement remise en cause.

L'avis (très) majoritaire des parents d'élèves

Le SNUipp-FSU s'est donné les moyens d'une large enquête auprès des parents d'élèves (enquête L. Harris interactive).

En voici les principaux enseignements :

- **Seuls 12% des français sont pour une réforme en 2013. Le report général en 2014 est demandé par 33 % des parents d'élèves.**
- Pour 48 % des personnes interrogées, la réforme peut se mettre en place en 2013 dans les communes prêtes à organiser les activités périscolaires.
- **Si les français attendent que cette réforme favorise l'égalité entre les enfants, ils considèrent majoritairement qu'elle aurait plutôt tendance à aggraver les inégalités.** C'est le cas pour 62% des parents d'enfants scolarisés. Ils considèrent que ces activités périscolaires devraient être gratuites pour tous (77% des parents).
- **Mais les français et encore plus les parents doutent de la capacité de leur commune à mettre en place la réforme réussie.** Infrastructures insuffisantes (45% des français), manque de personnel qualifié encadrant les activités péri-scolaires (57%).
- **Ils ne veulent pas payer cette réforme de leur poche. 73% ne se disent pas prêts à assumer une augmentation d'impôts locaux dans leur commune.** Plus d'un sur deux n'inscrira pas ses enfants si les activités sont payantes.

Enfin contrairement, au schéma qui semble se dégager ici et là, l'allongement de la pause méridienne ne fait pas recette. 68% des français lui préfèrent des journées de classe finissant à 15H30 avec des activités périscolaire prenant le relais.

Cette enquête constitue un pavé dans la mare de l'angélisme de cette réforme.

Depuis, des mois, nous avons pointé les difficultés : gratuité, infrastructures, articulation du scolaire et du périscolaire pour 100 % des enfants. C'est le cœur de la réforme qui ne bat pas au bon rythme. La belle journée éducative ne peut pas être une vitrine que l'on exposerait dans les communes riches et un mirage chez les autres.

Maintenant que les difficultés pratiques sont identifiées, il faut remettre l'ouvrage sur le métier.

Nous demandons le report à 2014 là où les conditions ne sont pas réunies, là où l'accord de toutes les parties prenantes n'est pas garanti.

Pour autant, tout ne peut pas être renvoyé à la concertation locale. Il faut se mettre autour de la table, prendre le temps de réécrire le décret et obtenir des garanties pour les élèves comme pour les conditions de travail des enseignants.

Il faut aussi avancer sur tous les autres sujets de la priorité au primaire qui ont été écrasés par la réforme des rythmes : **baisse du nombre d'élèves, formation continue, révision des programmes, maternelle, Rased, direction d'école, ...**

La balle est dans le camp du ministre.

